

GROUPE DMS

Rapport financier semestriel 2012

SOMMAIRE

1	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE.....	3
1.1	EVENEMENTS IMPORTANTS DU SEMESTRE	3
1.2	Résultats consolidés	4
1.3	Evènements postérieurs au 30 juin 2012.....	4
1.4	Facteurs de risques	5
1.5	Principales transactions avec les parties liées.....	5
2	COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES.....	6
2.1	ETATS DE LA SITUATION FINANCIERE AU 30 JUIN 2012.....	6
2.2	ETAT DU RESULTAT GLOBAL AU 30 JUIN 2012	7
2.3	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2012.....	8
2.4	TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	9
2.5	ANNEXE DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	10
	Déclaration de conformité :	10
3	DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2012	29
4	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2012.....	30

1 RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1.1 EVENEMENTS IMPORTANTS DU SEMESTRE

- A l'issue du 1^{er} semestre 2012, le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'établit à 12,1 M€, en croissance de + 47% par rapport au 1^{er} semestre 2011 (8,2 M€).
- Lors de l'assemblée générale mixte du 27 février 2012, les actionnaires ont adopté les résolutions suivantes :
 - La réduction du capital social d'un montant de 5 663 903,56 euros par voie de diminution de la valeur nominale des 41.898.280 actions composant le capital, ramenant ainsi le capital social de 12.441.758,31 euros à 6 777 854,75 euros par imputation du montant de la réduction du capital, soit 5 663 903,56 euros, sur les pertes inscrites au compte « Report à nouveau », dont le montant se trouve en conséquence ramené de (5 663 903,56) euros à 0 euros ;
 - A l'issue de cette opération, le capital social s'élevait à 6 777 854,75 euros divisé en 41.898.280 actions de même nominal (soit un pair théorique de 0,162 €) ;
- Diagnostic Medical Systems (DMS) a renforcé ses fonds propres au premier semestre 2012 pour un montant total de 5,3 M€ :
 - DMS a procédé à des augmentations de capital réalisées à travers les exercices des BSA C et BSA D du 1^{er} novembre 2011 au 30 avril 2012, date d'expiration des BSA C. A l'issue de ces opérations, 214 476 actions ont été émises, conduisant à la réalisation d'une augmentation de capital d'un montant global de 65 363 € dont 34 760 € de capital et 30 603 € de prime d'émission.
 - DMS a procédé à une augmentation de capital par l'émission de 32 304 343 actions nouvelles au prix unitaire de 0,17 euros conduisant à la réalisation d'une augmentation de capital d'un montant global de 5 491 738 euros dont 5 225 850 euros correspondant à la part de capital émis et 265 888 euros de prime d'émission. Cette opération ayant été constatée lors du Conseil d'Administration du 31 mai 2012.
 - Les frais liés à cette opération d'augmentation de capital ont été imputés sur la prime d'émission à hauteur de 266 K€, le solde étant comptabilisé en charges externes à hauteur de 52K€.
 - A l'issue de ces opérations, le capital social de DMS s'élève à 12 038 323 euros divisé en 74 416 624 actions de même nominal (soit un pair théorique de 0,162 €).
- Le Groupe a mis en place un plan d'intéressement de certains salariés et mandataires sociaux au capital prévoyant l'attribution d'actions gratuites.

L'assemblée générale extraordinaire du 20 juillet 2011 avait autorisé le conseil d'administration, pour une durée de 38 mois à compter de la date de l'assemblée, à procéder, en une ou plusieurs fois, au profit de certains salariés ou mandataires sociaux exerçant leurs fonctions ou mandats soit dans la société DMS soit dans une de ses filiales, et dans la limite de 10% du capital social, à une attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre. Usant de cette autorisation le Conseil d'Administration du 31 mai 2012, à qui il avait été délégué le pouvoir de déterminer l'identité des bénéficiaires et les conditions d'attribution, a décidé l'attribution de 4 584 063 actions (soit 6,16% du capital au 30 juin 2012 et 5,8% du capital après effet potentiel maximal de dilution relatif à ces mêmes actions).

L'attribution des actions gratuites à leurs bénéficiaires ne sera définitive qu'au terme d'une période d'acquisition de 2 ans, pendant laquelle les bénéficiaires doivent rester au service du Groupe et respecter notamment des conditions d'implication et de performance individuelle. La durée minimale de l'obligation de conservation des actions par les bénéficiaires a été fixée à 2 ans. Ce plan d'actions impacte le résultat du Groupe au 30 juin 2012 de -158 K€ (dont 122 K€ de contribution patronale sur l'attribution).
- A l'occasion de la fermeture d'un local de stockage, le Groupe DMS a procédé à la destruction de stocks obsolètes pour un total de 549 K€ de mises au rebut. Compte tenu des dépréciations antérieurement constatées sur ce stock et des reprises sur l'exercice, ces mises au rebut impactent le résultat de - 138 K€.

- Comme indiqué dans le document de référence de l'exercice 2011, la société DMS a fait l'objet d'une vérification de sa comptabilité par l'administration fiscale. Cette vérification porte sur les exercices 2008, 2009 et 2010 ainsi que sur le premier semestre 2011 (pour la TVA uniquement). Les propositions de rectification ont été partiellement contestées. En date du 27 juin 2012, l'administration, après analyse des contestations, a adressé à DMS une réponse aux observations du contribuable qui maintient partiellement les redressements proposés. En conséquence la société s'est engagée post clôture dans une procédure de saisine de la commission départementale des impôts directs. Les impacts potentiels non comptabilisés de ce litige portent essentiellement sur une réduction des déficits reportables de la société qui ne sont pas activés dans les comptes consolidés. Par ailleurs, les impacts du redressement non contesté au titre d'une retenue à la source relative à la vérification de comptabilité pour l'exercice 2008 ont été comptabilisés dans les comptes 2011 (charge de 16 K€).
- Le groupe a saisi le conseil d'état de deux pourvois pour les sociétés Medilink et DMS contre les arrêts de la cour administrative d'appel de Marseille du 21 février 2012 ayant rejeté les demandes de ces sociétés sollicitant la décharge de cotisations supplémentaires d'impôt sur les sociétés auxquelles elles ont été assujetties au titre de l'année 1999. (Les montants résultant des condamnations en appel soit 598 K€ en principal et 223 K€ de majorations et intérêts de retard, sont déjà comptabilisés à hauteur de 3 K€ en charges de l'exercice 2001, de 200K€ en charges de l'exercice 2008, et de 618 K€ en charges de l'exercice 2011, ces montants sont déjà réglés par décaissements et par compensation avec différents crédits d'impôts)

1.2 RESULTATS CONSOLIDES

Le groupe DMS a enregistré au cours du premier semestre de l'exercice 2012 un chiffre d'affaires de 12 106 K€ contre 8 218 K€ au premier semestre 2011, soit une hausse de 3 888 K€.

Le résultat opérationnel est une perte de 549 K€ contre une perte de 1 083 K€ au 30 juin 2011.

Les charges de personnel sont en légère hausse par rapport au 30 juin de l'exercice précédent du fait essentiellement de la contribution patronale sur le plan d'attribution d'actions gratuites et du lissage de la charge du plan sur la période d'attribution. L'effectif moyen s'établit à 85 salariés contre 80 au 30 juin 2011.

Les dotations et reprises de provisions génèrent au 30 juin 2012 un produit net de 582 K€ contre un produit de 101 K€ sur le premier semestre 2011. Cette variation est principalement liée aux reprises significatives de provisions sur les stocks mis au rebut.

Les charges externes sont en hausse de 227 K€ par rapport à la période close au 30 juin 2011. Ce poste comprend notamment les honoraires relatifs à l'augmentation de capital (part non imputée sur la prime d'émission).

Le résultat financier passe d'une perte de 44 K€ au premier semestre 2011 à une perte de 29 K€ au premier semestre 2012.

Au 30 juin 2012, les déficits reportables s'élevaient à 26 537 K€ générant un impôt différé actif non comptabilisé de 8 845 K€. Compte tenu des déficits, aucun impôt sur les sociétés n'a été comptabilisé.

Le résultat net consolidé, part du groupe, est une perte de 578 K€ contre une perte de 1 155 K€ au premier semestre 2011.

Aucune variation de périmètre n'est à constater entre l'exercice 2011 et la période close au 30 juin 2012.

1.3 EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2012

- Lors de l'assemblée Générale Mixte du 18 juillet 2012, les actionnaires ont adopté les résolutions suivantes :
 - Nomination du Cabinet Deloitte et Associés en tant que co-commissaire aux comptes de DMS en remplacement du cabinet DDA dont le mandat est arrivé à expiration. Le mandat du Cabinet Deloitte et Associés arrivera à expiration lors de l'assemblée amenée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2017 ;
 - Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2011 (perte de 506 K€) en report à nouveau.

- Lors de l'assemblée Générale extraordinaire du 18 juillet 2012, les porteurs de BSA D ont adopté les résolutions suivantes :
 - Réduction du prix d'exercice des BSA D de 0.50 euros à 0.34 euros jusqu'à leur échéance le 30 avril 2013 ;
 - La modification de la parité d'exercice, chaque BSA D permettra de souscrire à une action nouvelle au prix d'exercice de 0.34 euros.

1.4 FACTEURS DE RISQUES

Les risques et incertitudes pesant sur l'activité pour les mois à venir demeurent, globalement, conformes à l'analyse présentée au chapitre 4 du Document de Référence 2011.

La société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs) et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.

Risque de liquidité :

La société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Le groupe DMS a besoin pour financer son développement du soutien de partenaires financiers. DMS pourrait être défavorablement affecté en cas de réduction des capacités de financement par les établissements bancaires. En dehors de l'exposition indirecte via ses partenaires bancaires, le groupe DMS n'a pas identifié de facteurs de risques découlant de la situation générale en Grèce ou encore de la crise des dettes souveraines des autres pays de la zone Euro.

1.5 PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Au cours du premier semestre 2012, les relations entre le Groupe et les parties liées sont restées comparables à celles de 2011 à l'exception de l'attribution d'actions gratuites évoquée en 1.1 et détaillée en Note 26 de l'annexe aux comptes figurant ci-après.

Excepté cette attribution, aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de cette période.

2 COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES

2.1 ETATS DE LA SITUATION FINANCIERE AU 30 JUIN 2012

ACTIF	en K€	Notes	30/06/2012	31/12/2011	Variation	
			6 mois	12 mois		
Goodwill		Note 4	973	973	-	-
Immobilisations incorporelles		Note 4	1 109	1 087		22
Immobilisations corporelles		Note 5	834	882	-	48
Impôts différés actifs		Note 21	-	-		-
Actifs financiers non courants		Note 6	88	176	-	88
Participation dans les entreprises associées						-
Autres actifs non courants						-
Total de l'actif non courant			3 004	3 118	-	114
<i>Actif courant</i>						-
Stocks		Note 7	9 078	6 466		2 612
Créances clients		Note 8	5 671	7 949	-	2 278
Autres actifs courants		Note 9	2 303	1 729		574
Trésorerie et équivalents de trésorerie		Note 10	5 323	1 810		3 513
Total de l'actif courant			22 375	17 954		4 421
TOTAL DE L'ACTIF			25 379	21 072		4 307

PASSIF	en K€	Notes	30/06/2012	31/12/2011	Variation	
			6 mois	12 mois		
Capital émis		Note 23	12 038	12 442	-	404
Prime d'émission			8 221	8 191		30
Autres réserves			6 135	9 493	-	3 358
Résultat de l'exercice			578	2 342	-	1 764
Capitaux propres part du Groupe			13 546	8 798		4 748
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle			108	107		1
Total des capitaux propres			13 654	8 905		4 749
<i>Passif non courant</i>						-
Emprunts à long terme (part >1an)		Note 12	185	142		43
Impôts différés passifs		Note 21				-
Provisions à long terme		Note 11	6	4		2
Total du passif non courant			191	146		45
<i>Passif courant</i>						-
Fournisseurs et comptes rattachés		Note 13	7 378	7 767	-	389
Autres créditeurs		Note 13	1 623	1 750	-	127
Dettes financières (part <1 an)		Note 12	2 127	2 173	-	46
Partie courante des emprunts long terme		Note 12	318	239		79
Impôts exigibles			-	-		-
Provisions à court terme		Note 11	86	92	-	6
Total du passif courant			11 533	12 021	-	488
TOTAL DU PASSIF			25 379	21 072		4 307

2.2 ETAT DU RESULTAT GLOBAL AU 30 JUIN 2012

ETAT DU RESULTAT GLOBAL		30/06/2012	30/06/2011
K€	Notes	6 mois	6 mois
Activités maintenues			
Produit des activités ordinaires	Note 16	12 106	8 218
Autres produits	Note 17	678	685
Variation de stocks de produits finis en cours		625	-1 179
Marchandises et matières consommées		-9 845	-4 554
Frais de personnel	Note 18	-2 275	-2 113
Dotations aux amortissements	Note 5	-77	-80
Dotations aux provisions	Note 11	582	101
Dépréciation immobilisations incorporelles	Note 4	-316	-346
Charges externes		-1 848	-1 621
Autres charges	Note 19	-178	-195
Résultat opérationnel		-549	-1 083
Produits financiers		15	22
Charges financières		-44	-66
Résultat financier	Note 20	-29	-44
Résultat avant impôt		-578	-1 127
Résultat de l'exercice relatif aux activités maintenues		-578	-1 127
Quote part dans résultat net des entités associées		0	0
Activités abandonnées ou cédées		0	0
Résultat de l'exercice des activités abandonnées			
Résultat de l'exercice des activités cédées			
Impôt sur le résultat	Note 21	0	0
Résultat net consolidé		-578	-1 127
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		0	28
Résultat net consolidé-part du groupe		-578	-1 155
Résultat par action revenant aux actionnaires (€/action)			
Résultat de base par action	Note 25	-0,01	-0,03
Résultat dilué par action	Note 25	-0,01	-0,03

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	30/06/2012 6 mois	30/06/2011 6 mois
Résultat net	- 578	- 1 127
Écarts de conversion	-	-
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Réévaluation des immobilisations	-	-
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts	-	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	- 578	- 1 127
Dont part du groupe	- 578	- 1 155
Dont part des intérêts minoritaires	-	28

2.3 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2012

en K€ - sauf nombre d'actions	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Réserves consolidées	TOTAL PART GROUPE	Intérêts minoritaires	TOTAL CAPITAUX PROPRES
Solde au 1er janvier 2011	41 675 733	12 376	8 174	- 9 492	11 058	107	11 166
Changement de méthode					-		-
Correction d'erreur					-		-
Paiements fondés sur des actions					-		-
Opérations sur titres auto détenus					-		-
Variation de périmètre							-
Autres							-
Résultat net				- 2 342	- 2 342	- -	2 342
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-		-
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-		-
Dividendes					-		-
Augmentation de capital	222 072	66	16		82		82
Réduction de capital					-		-
Solde au 31 décembre 2011	41 897 805	12 442	8 191	- 11 835	8 798	107	8 905
Solde au 1er janvier 2012	41 897 805	12 442	8 191	- 11 835	8 798	107	8 905
Changement de méthode					-		-
Correction d'erreur					-		-
Paiements fondés sur des actions					-		-
Opérations sur titres auto détenus					-		-
Variation de périmètre							-
Autres							-
Résultat net				- 578	- 578	- -	578
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			- 266		- 266		- 266
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-		-
Dividendes					-		-
Coût des paiements en actions				36	36		36
Augmentation de capital	32 518 819	5 261	296		5 557		5 557
Réduction de capital		- 5 664		5 664	-		-
Solde au 30 juin 2012	74 416 624	12 038	8 221	- 6 713	13 546	108	13 654

2.4 TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

Conformément à IAS 7, le tableau de flux de trésorerie doit présenter les flux de trésorerie provenant d'activités opérationnelles, d'investissement et de financement.

<i>En K€</i>	30/06/2012	30/06/2011
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles		
Résultat net de l'ensemble consolidé	- 578	- 1 127
Elimination des éléments non monétaires :		
. Dotations aux amortissements et provisions a)	401	445
. Variation des impôts différés		
. Résultat de cession d'actifs non courants		
. Quote part de subventions d'investissement		
. Abandons de créances		
. Coût des avantages accordés (stocks options et actions gratuites)	36	
Marge brute d'autofinancement	- 141	- 682
Variation du besoin en fonds de roulement opérationnel b)	- 1 408	- 1 421
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles (1)	- 1 549	- 2 103
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations et actifs financiers	- 394	- 498
Cession d'immobilisations et autres actifs non courants		
Réduction d'actifs financiers	88	
Incidence variation de périmètre		
Variation des autres actifs non courants		
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement (2)	- 306	- 498
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		
Versements d'avances conditionnées	135	
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Augmentations de capital en numéraire	5 292	68
Augmentation cession de créance b)		
Nouveaux emprunts et financements		211
Remboursements d'emprunts et financements	- 59	- 802
Remboursement d'avances conditionnées	-	- 50
Flux de trésorerie provenant des activités de financement (3)	5 368	- 573
Variation nette de trésorerie (1) + (2) + (3)	3 513	- 3 175
Trésorerie d'ouverture	1 810	5 620
Trésorerie de clôture c)	5 323	2 445
Variation trésorerie nette	3 513	- 3 175

Notes au tableau des flux de trésorerie :

- à l'exclusion des provisions sur actifs circulants assimilées à des charges décaissables
- le groupe ayant recours de façon permanente à la cession de créances professionnelles, celle-ci a été considérée comme une source de financement
- Cf note 10 pour le détail des montants de trésorerie d'ouverture et de clôture

2.5 ANNEXE DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

DECLARATION DE CONFORMITE :

Au 30 juin 2012, les états financiers consolidés résumés du Groupe DMS ont été préparés conformément aux normes internationales établies par l'IASB incluant : les IFRS, IAS (International Accounting Standards), complétées des interprétations formulées par les Comités SIC et IFRIC, approuvées par l'Union Européenne et applicables à cette date. Au 30 juin 2012, le Groupe n'applique aucune norme ou interprétation par anticipation, non approuvée par l'UE.

Les comptes présentent en milliers d'euros (sauf mention contraire) :

- L'état de la situation financière
- L'Etat du résultat global
- Le tableau de variation des capitaux propres
- Le tableau des flux de trésorerie
- L'annexe

Ils sont présentés comparativement avec les comptes consolidés établis au 31 décembre 2011 et au 30 juin 2011.

NOTE 1 Eléments marquants du semestre

Se référer au 1.1 du présent rapport financier pour ce qui concerne les éléments marquants du semestre et au 1.3 pour ce qui concerne les événements postérieurs à la clôture.

NOTE 2 Principes comptables

Activités du Groupe

Le groupe DMS conçoit, produit et commercialise des appareils d'imagerie médicale qui interviennent sur deux marchés : celui de la Radiologie et celui du diagnostic de l'ostéoporose (Ostéodensitométrie), ce qui constitue ses 2 pôles d'activités.

La société DMS est cotée sur le marché Euronext Paris, compartiment C, le code ISIN des actions de la société est FR0000063224.

Principes généraux et normes comptables

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en application des règles d'évaluation, de comptabilisation et de présentation des **normes comptables internationales IFRS** telles qu'adoptées au 30 juin 2012 dans l'Union Européenne.

Les comptes consolidés du 1^{er} semestre 2012 sont conformes à la norme IAS 34 – informations financières intermédiaires. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du groupe DMS, pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Evolutions des règles et méthodes comptables au cours de l'exercice 2012

La devise fonctionnelle et de présentation du Groupe est l'Euro. Les chiffres sont exprimés en milliers d'Euros sauf mention contraire.

L'impôt estimé est calculé à partir d'une estimation du taux d'impôt probable à la clôture annuelle (33,33%).

Normes et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2012

Les nouvelles normes et amendements aux normes existantes, entrant en vigueur au 1er janvier 2012 et parues au Journal Officiel de l'Union Européenne à la date d'arrêté des comptes ont été appliquées.

Au 30 juin 2012, le Groupe DMS a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existant dans les états financiers de l'exercice 2011, sauf nouvelles obligations IFRS applicables au 1^{er} janvier 2012 (Voir ci-après.) ; de ce fait, l'ensemble des principes et méthodes comptables du Groupe ne sont pas repris de manière détaillée en Note 2 de l'Annexe ; les états financiers consolidés à cette date doivent être examinés conjointement avec ceux établis au 31/12/2011.

Les nouvelles normes et amendements aux normes existantes, entrant en vigueur au 1er janvier 2012 et parues au Journal Officiel de l'Union Européenne à la date d'arrêté des comptes sont sans impact sur les états financiers du groupe.

Normes et interprétations d'application obligatoire à compter de 2012 en Europe :

Norme / Interprétation	Date d'application prévue par l'IASB (exercices ouverts à compter du)	Date d'application UE (exercices ouverts à compter du)
Améliorations IFRS 7 – transferts d'actifs financiers – informations à fournir	1/07/2011	1/07/2011
Amendement IAS 12 – Deferred tax : Recovery of Underlying Assets	1/01/2012	Endossement prévu au 4 ^{ème} trimestre 2012

Au 30 juin 2012, le Groupe n'applique pas de normes, amendements et interprétations par anticipation. Ces normes, amendements et interprétations n'auraient pas eu d'impact sur les états financiers au 30 juin 2012 du groupe.

Continuité d'exploitation

Face aux difficultés de trésorerie engendrées par la crise économique qui avait impacté le niveau d'activité et de résultats (baisse d'activité et resserrement des marges commerciales) de la société, la Direction avait mis en œuvre un certain nombre de mesures destinées à assurer la poursuite de l'activité :

- Le lancement commercial en 2010 de nouveaux produits (Ostéodensitomètre Stratos DR et table de radiologie Platinum) qui ont permis au Groupe DMS d'asseoir le développement de l'activité en 2011 et 2012 et d'accroître sa part de marché,
- La mise en œuvre d'un plan de réduction des coûts initié en 2009 (charges de structures et charges de personnel)

En termes de renforcement des fonds propres, DMS a procédé au cours du premier semestre 2012 :

- à des augmentations de capital réalisées à travers les exercices des BSA C et BSA D pour un montant total de 65 K€ (incluant la prime d'émission) ;
- à une augmentation de capital par l'émission de 32 304 343 actions nouvelles pour un montant global de 5 492 K€ (incluant 266 K€ de prime d'émission).

Au 30/06/2012 nous nous sommes assurés, au travers de nos plans de trésorerie que les mesures prises permettaient au groupe de disposer d'un niveau de liquidité satisfaisant.

Dans ce contexte, le principe de continuité d'exploitation a été retenu pour l'établissement des comptes.

Trésorerie et équivalent

La ligne « Trésorerie et équivalents » inclut les liquidités ainsi que les placements monétaires immédiatement disponibles dont la valeur n'est pas soumise à l'évolution des cours de bourse. Les placements monétaires sont évalués à leur valeur de marché à la date de clôture, les variations de valeur étant enregistrées en « produits de trésorerie ». La trésorerie nette retenue pour le tableau des flux financiers n'inclut pas les découverts bancaires et les lignes de trésorerie court terme.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres « produits et charges opérationnels » sont constitués des produits et charges qui sont inhabituels, anormaux et peu fréquents, de montant particulièrement significatif que le groupe présente de manière distincte pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers requiert l'utilisation d'estimations. Les estimations et hypothèses élaborées sur la base des informations disponibles à la date d'arrêt des comptes, portent en particulier sur les provisions pour dépréciation des stocks, pour créances clients, pour retraites, la durée du cycle de vie des produits, les risques fiscaux, les litiges, la valorisation des écarts d'acquisition, la valorisation des actifs incorporels et leur durée de vie estimée. Les montants définitifs pourraient différer de ces estimations.

Les hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes qui peuvent se révéler dans le futur, différentes de la réalité.

Principes comptables et principes de consolidation

Méthodes de consolidation :

L'ensemble des sociétés du groupe incluses dans le périmètre de consolidation étant actuellement contrôlées de manière exclusive directement ou indirectement par la société mère, ces filiales sont consolidées par intégration globale.

Information sectorielle :

L'information sectorielle du Groupe, depuis l'application d'IFRS 8 au 1^{er} janvier 2009, est présentée selon les données de gestion fournies en interne à la Direction pour le pilotage des activités, la prise de décision et l'analyse de la performance des activités.

Les informations de gestion fournies à la Direction sont établies conformément aux normes IFRS utilisées par le Groupe pour ses états financiers consolidés.

Le groupe est organisé autour de deux métiers :

- la radiologie
- l'osteodensitométrie

Radiologie : systèmes qui utilisent l'imagerie pour faire du diagnostic

Osteodensitométrie : systèmes de diagnostic de l'ostéoporose

Élimination des transactions intragroupes :

Tous les soldes et transactions intra-groupe, y compris les résultats internes provenant de transactions intragroupes, sont totalement éliminés.

Dépréciation d'actifs :

Les valeurs comptables des actifs (à durée de vie déterminée ou indéterminée), autres que les stocks, les actifs d'impôts différés, les actifs relatifs aux avantages du personnel et les actifs financiers compris dans le champ d'IAS 32, sont revus à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur. En cas d'identification de perte de valeur, la valeur recouvrable de l'actif fait l'objet d'une estimation.

Conformément à IAS 36, une perte de valeur est comptabilisée dès que la valeur comptable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient excède sa valeur recouvrable.

Valeur recouvrable

La valeur recouvrable d'un actif isolé, c'est-à-dire qui ne génère pas d'entrées de trésorerie indépendantes de celles d'autres actifs, est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est basée sur l'actualisation de flux de trésorerie futurs en fonction d'un taux de croissance avant impôts reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques. Les flux de trésorerie liés à des valeurs recouvrables à court terme ne sont pas actualisés.

Pertes de valeur

Les pertes de valeur minorent le résultat de l'exercice, au cours duquel elles sont constatées. Les pertes de valeur comptabilisées les années précédentes sont reprises, lorsque l'on constate un changement dans les estimations utilisées.

La valeur comptable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur n'excède jamais la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette d'amortissement ou de dépréciation) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des années précédentes.

Une perte de valeur comptabilisée pour un goodwill est considérée comme définitive.

Goodwill

A la date d'acquisition le goodwill est évalué à son coût qui représente l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs.

Après la date d'acquisition le goodwill est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur éventuelles. La dépréciation éventuelle d'un goodwill est déterminée par rapport à la valeur recouvrable de l'Unité Génératrice de Trésorerie à laquelle le goodwill a été affecté.

Le goodwill (973 K€) est composé exclusivement de l'UGT APELEM.

Ce goodwill doit être soumis à des tests de dépréciation chaque année, ou plus fréquemment quand des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'il s'est déprécié.

Ce test est effectué pour chaque clôture annuelle, au 31 décembre de chaque année.

Compte tenu des faits exposés ci-après la direction a conclu à l'absence d'indications de perte de valeur du goodwill au 30 juin 2012 :

- Le chiffre d'affaires au 30/06/2012 de l'UGT est en hausse de 57% par rapport à juin 2011 et de 16% par rapport à l'exercice 2011 ramené sur 6 mois ;
- Le résultat d'exploitation de l'UGT s'est amélioré de 46% par rapport à juin 2011 et de 28% par rapport à l'exercice 2011 ramené sur 6 mois.

Au 31 décembre 2011, l'évaluation de la valeur recouvrable de l'UGT APELEM a été réalisée par l'application de différentes méthodes principalement :

L'actualisation des flux de trésorerie (méthode dite du « DCF » ou « Discounted Cash Flow »).

La méthode de l'actualisation des flux de trésorerie se fonde :

- Sur des prévisions de flux de trésorerie établies pendant la durée du plan à moyen terme (à 5 ans). Elles sont liées aux conditions d'exploitation prenant notamment en compte les mesures de restructuration engagées depuis fin 2009 et les perspectives de marchés.
- Sur une valeur terminale pour la période au-delà des prévisions à moyen terme, déterminée par l'application du taux de croissance à long terme (1%) au « Flux de trésorerie libre » normatif de la dernière année des prévisions,
- Sur une variante de calcul de la valeur terminale par application d'un multiple de Valeur d'Entreprise sur chiffre d'affaires qui se justifie par l'existence de valeurs de marché de sociétés cotées comparables. Le multiple retenu au 31 décembre 2011 de 1,33 des ventes réalisées correspond au multiple le plus faible de l'échantillon auquel a été appliquée une décote de 30% liée à la taille et à la rentabilité négative actuelle.
- Un taux d'actualisation correspondant à l'UGT en fonction du risque métier. Au 31 décembre 2011, le taux d'actualisation a été évalué à 14,62%.

Comme au 31 décembre 2011, le Groupe DMS estime, sur la base d'évènements raisonnablement prévisibles à ce jour, qu'il n'y a pas lieu de constater de perte de valeur sur le montant de goodwill présenté au bilan, et que d'éventuels changements affectant les hypothèses clés décrites ci-avant n'entraîneraient pas une insuffisance de la valeur recouvrable par rapport à la valeur comptable.

Frais de Recherche et développement

Les coûts de recherche sont comptabilisés en charges. Les dépenses de développement sont comptabilisées en immobilisations incorporelles lorsqu'elles portent sur des projets identifiables et que ces projets présentent une faisabilité technique et des perspectives commerciales.

Les frais de développement immobilisés sont à la fois des frais engagés en interne, coûts de personnel, et des frais externes (sous-traitance à des laboratoires...). Les frais de recherche et développement sont amortis sur leur durée d'utilité qui est dans la plupart des cas estimée à 3 ans. En cas d'indice de perte de valeur du projet identifié les frais de Recherche et développement peuvent faire l'objet d'une dépréciation complémentaire. Les frais de recherche et développement peuvent être sortis lorsque plus aucun avantage économique futur n'est attendu.

Regroupement d'entreprises et reconnaissance des écarts d'acquisition :

La norme IFRS 3, Regroupements d'entreprises, prévoit en principe un retraitement rétrospectif de toutes les acquisitions de sociétés (business combinations) antérieures à la date de transition. Pour des raisons pratiques, le Groupe DMS a utilisé l'option offerte par la norme IFRS 1, Première adoption des normes IFRS, de ne pas appliquer le retraitement rétrospectif aux acquisitions antérieures à la date de transition. Cela concerne l'écart d'acquisition de la filiale APELEM.

Ainsi, pour cette société acquise, le montant de l'écart de première consolidation selon les normes IFRS le jour de l'acquisition de la société par DMS est le même que celui qui avait été calculé dans les principes comptables français.

Les écarts d'acquisition sont comptabilisés à leur coût initial diminué, le cas échéant, du cumul des pertes de valeurs, conformément à IFRS 3 et IAS 36.

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation réalisés annuellement ou dès lors que des évènements indiquent une perte de valeur potentielle.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition diminué du cumul d'amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les immobilisations corporelles n'ont pas fait l'objet de réévaluation en juste valeur.

L'amortissement est calculé selon les méthodes linéaire ou dégressif sur la durée d'utilité de l'actif soit :

- | | |
|--|-------------|
| • Constructions | 10 à 33 ans |
| • Matériel et outillage industriel | 3 ans |
| • Agencements, aménagements, installations | 7 à 10 ans |
| • Matériel de transport | 1 à 4 ans |
| • Matériel de bureau et informatique | 4 à 10 ans |
| • Mobilier | 10 ans |

En ce qui concerne l'immeuble d'APELEM, construit avec un bail à construction, la durée d'utilité des composants amortissables sur une durée supérieure à la durée du bail a été réduite à la durée du bail, soit 30 ans. Le bail à construction a été

analysé, conformément à la norme IAS 17.4, en une location simple pour la partie afférente au terrain, le transfert de propriété n'étant pas prévu au contrat.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût complet ou de la valeur nette de réalisation.

Le coût des stocks de marchandises et des approvisionnements comprend en sus du prix d'achat les frais accessoires. La valeur nette de réalisation est estimée par rapport au prix de vente estimé diminué éventuellement des coûts estimés restant à réaliser pour l'achèvement des matériels.

Le coût des stocks de produits finis comprend les coûts directs d'acquisition et les autres coûts directs tels que la main d'œuvre directe, les frais de transport et de douanes ainsi qu'une quote-part de frais généraux imputables à ces actifs. Les coûts d'emprunts attribuables à l'activité de production sont non significatifs compte tenu de la faible durée du processus de production.

Créances clients

Les créances clients sont valorisées suivant leurs valeurs nominales diminuées éventuellement des dépréciations des montants non recouvrables.

Avantages du personnel

Départ en retraite :

Il n'existe pas d'avantages postérieurs à l'emploi au niveau du groupe. Seules les indemnités de départ en retraite font l'objet d'une évaluation. Le groupe a souscrit un contrat d'assurance financier. Selon IAS 19, ce contrat est assimilable à un régime à prestation définies et les fonds investis constituent des actifs du régime. Parallèlement, la provision pour engagement de retraite a été simulée, selon la méthode actuarielle dite des unités de crédits projetés. Les calculs intègrent les hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection de salaires futurs. L'hypothèse de provisionnement correspond à un départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans.

Stocks options :

Les instruments financiers que DMS attribue entrent dans le champ de la norme comptable IFRS 2. L'application de cette norme n'est pas rétrospective et ne concerne donc pas les plans émis avant le 1er janvier 2004.

Pour ces transactions, la juste valeur des services reçus en contrepartie de l'attribution de ces options est évaluée de manière définitive par référence à la juste valeur des options à la date d'attribution.

Il n'existe au 30 juin 2012 plus aucune stock option en circulation et ce depuis 2009.

Actions gratuites

Conformément à IFRS 2 une charge doit être comptabilisée au titre des octrois d'actions gratuites afin de refléter les services rendus par les salariés ou mandataires. La contrepartie de cette charge est portée au poste réserves consolidées. Le principe d'évaluation de la charge est le suivant :

- chaque action est valorisée à la juste valeur des actions gratuites attribuées; c'est-à-dire au cours de bourse unitaire à la date d'attribution des actions, diminué éventuellement d'un montant reflétant les conditions de marché et autres caractéristiques telles que l'absence de dividende ou des clauses d'incessibilité post-acquisition. Cette juste valeur est figée à la date d'attribution. Elle ne fait pas l'objet de réestimations ultérieures en fonction de l'évolution du cours de bourse.

- la juste valeur est ensuite multipliée par le nombre d'actions acquises par les bénéficiaires, salariés ou mandataires.

Lorsque le plan d'attribution d'actions gratuites comprend une condition de présence au sein du groupe à la fin de la période d'acquisition pour que l'octroi devienne définitif, la charge est alors lissée sur la durée de la période d'acquisition.

Chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. De même ces produits sont comptabilisés lorsque le contrôle effectif des biens incombe au propriétaire.

Impôts sur les sociétés et impôts différés

Les impôts différés sont calculés et pris en compte pour chaque entité fiscale, pour les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs comptabilisés et leur base fiscale correspondante ainsi que sur les déficits fiscaux selon la méthode du report variable. La base fiscale dépend des règles fiscales en vigueur dans chacun des pays concernés.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués au taux d'impôts dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les actifs et passifs sont compensés par entité fiscale.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsqu'il apparaît probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées.

Les actifs d'impôts ne sont pas comptabilisés sur des sociétés ayant réalisé des pertes fiscales sur les derniers exercices. En effet, la probabilité de recouvrement a été estimée comme insuffisante.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôt ne sont pas actualisés.

NOTE 3 Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe DMS au 30 juin 2012 intègrent les comptes des sociétés suivantes. Toutes les sociétés consolidées le sont par **intégration globale**.

Société	Forme juridique	Ville	N° SIREN	Qualité	Taux de détention par la société-mère	
					Direct	Indirect
DMS	S.A.	Montpellier (Mauguio)	389 873 142	Société-mère	N/A	N/A
APELEM	S.A.S	Nîmes	319 996 146	Filiale	100,00%	-
MEDILINK	S.A.R.L.	Montpellier (Mauguio)	389 288 044	Filiale	100,00%	-
APELEM Espagne	S.A.	Barcelona		Filiale	0%	51,00% (1)

(1) APELEM Espagne est détenue à 51% par APELEM SAS (France), le groupe détient donc un pourcentage d'intérêt de 51.00% dans APELEM Espagne.

Conformément aux normes IAS 27 (Etats financiers consolidés et individuels) et IAS 31 (Participations dans des co-entreprises), les filiales présentées ci-avant sont considérées sous contrôle de la société mère et consolidées à ce titre.

Entreprises exclues du périmètre de consolidation

La société Russe « SPECTRAP » détenue à 33% par APELEM est exclue du périmètre de consolidation. La dimension de cette société et le pourcentage de détention ont un impact négligeable pour le groupe alors même qu'il existe des difficultés à obtenir des informations financières fiables dans un délai raisonnable eu égard aux délais de publication du Groupe.

Par ailleurs des titres de participation ont été acquis en 2011 et concernent une société créée en 2011 et toujours inactive au 1^{er} semestre 2012, cette société est située en Allemagne (DMS GMBH). DMS porte à son bilan 28 K€ de titres de participation ainsi que 20 K€ de dettes envers sa filiale (compte courant créditeur).

NOTE 4 Immobilisations incorporelles et goodwill

Les immobilisations incorporelles brutes et leurs amortissements se décomposent comme suit :

Valeurs brutes (K€)	30/06/2012			31/12/2011		
	Coûts	Dépréciation	Net	Coûts	Dépréciation	Net
Concessions, brevets, licences	560	435	125	555	419	136
Frais de R&D	3 594	2 609	985	3 261	2 309	952
Goodwill	3 773	2 801	972	3 773	2 801	972
Autres actifs incorporels	0	0	0	0	0	0
TOTAL	7 927	5 845	2 082	7 589	5 529	2 060

La variation des immobilisations incorporelles brutes est la suivante :

Valeurs brutes (K€)	Solde d'ouverture	Acquisition	Diminution	Virement de poste	Clôture
Concessions, brevets, licences	555	5			560
Frais de R&D	3 261	333			3 594
Goodwill	3 773				3 773
Autres actifs incorporels	-				-
TOTAL	7 589	338	-	-	7 927

La variation des amortissements et dépréciations est la suivante :

Amortissements & Dépréciation (K€)	Solde d'ouverture	Dotations	Perte de valeur	Reprise	Clôture
Concessions, brevets, licences	419	16			435
Frais de R&D	2 309	300			2 609
Goodwill	2 801	-			2 801
Autres actifs incorporels	-	-			-
TOTAL	5 529	316	-	-	5 845

Le goodwill est constitué exclusivement de l'écart d'acquisition de la filiale APELEM. Ce goodwill a fait l'objet de dépréciations successives pour perte de valeur :

- au titre de l'exercice 2005 d'un montant de 2.300 K€
- au titre de l'exercice 2009 d'un montant de 500 K€, ramenant sa valeur nette à 973 K€.

Le goodwill est affecté aux unités génératrices de trésorerie (UGT) identifiées selon les entités juridiques opérationnelles auxquelles il se rapporte. Le montant recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est déterminé sur la base de calculs de la valeur d'utilité.

La valeur de l'UGT d'APELEM estimée au 31 décembre 2011 est la moyenne de deux méthodes d'évaluation par les flux de trésorerie disponibles (méthode DCF).

- Pour une première méthode, la valeur terminale est fondée sur un taux de croissance à l'infini d'un flux normatif.
- Pour une deuxième méthode, la valeur terminale est le résultat d'un multiple des ventes de la dernière période de prévision des flux de trésorerie.

Les estimations de flux futurs de trésorerie actualisés calculés au 31 décembre 2011 sur ces sociétés ont pris en compte un taux d'actualisation de 14,62 % et un taux de croissance à l'infini de 1%. Le coefficient de multiple des ventes retenu est de 1,33.

Les évaluations ainsi effectuées au 31 décembre 2011 n'ont pas conduit à constater des dépréciations sur le goodwill.

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité des mesures d'excédents de valeurs recouvrables par rapport aux valeurs comptables, en fonction de la variation des taux d'actualisation, de croissance et de coefficient de multiple :

Impact en % excédent de la valeur recouvrable par rapport à la valeur comptable	Taux d'actualisation		Taux de croissance à l'infini		Coefficient multiple des ventes	
Variation hypothèses	- 1%	+ 1%	- 0,50%	+ 0,50%	- 25% coeff	+ 25% coeff
Variation en % de l'excédent	173%	-156%	-23%	24%	-490%	490%

Les scénarios d'une hausse du taux d'actualisation de 1% ou d'une baisse de 25% du coefficient de vente induiraient une dépréciation potentielle du goodwill.

Les frais de R&D se ventilent comme suit par activité :

Frais de R&D (K€)	Ostéo	Radiologie	Total
Brut Ouverture	1 085	2 175	3 260
Acquisition	117	216	333
Diminution	-	-	-
Brut clôture	1 202	2 391	3 594
Amortissements ouverture	879	1 430	2 309
Dotations	72	228	300
Reprise	-	-	-
Amortissement clôture	951	1 658	2 609
TOTAL FRAIS DE R&D	251	733	985

NOTE 5 Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles brutes et leurs amortissements se décomposent comme suit :

Valeurs brutes (K€)	30/06/2012			31/12/2011		
	Coûts	Dépréciation	Net	Coûts	Dépréciation	Net
Terrains						
Constructions	1 013	765	248	1 013	751	262
Matériel et outillage	674	384	291	669	343	327
Agencements et autres	747	451	296	723	429	294
TOTAL ACTIFS CORPORELS	2 435	1 600	834	2 405	1 523	882

La variation des immobilisations corporelles brutes est la suivante :

Valeurs brutes (K€)	Solde d'ouverture				Clôture
		Acquisition	Diminution	Virement de poste	
Terrains					-
Constructions	1 013				1 013
Matériel et outillage	669	5			674
Agencements et autres	723	24			747
TOTAL	2 405	29	-	-	2 435

La variation des amortissements et dépréciations est la suivante :

Amortissements & Dépréciation (K€)	Solde d'ouverture				Clôture
		Dotations	Perte de valeur	Sortie	
Terrains					-
Constructions (1)	751	14			765
Matériel et outillage	343	41			384
Agencements et autres	429	22			451
TOTAL	1 523	77	-	-	1 600

- (1) Bail à construction d'une durée de 30 ans (fin 30 avril 2020) : à l'expiration du bail par arrivée du terme ou par résiliation amiable ou judiciaire, toutes les constructions édifiées par le preneur comme toutes améliorations, deviendront de plein droit la propriété du bailleur.

NOTE 6 Actifs financiers non courants

Actifs financiers :

Actifs financiers (K€)	30/06/2012	31/12/2011
Titres de participation	59	59
Autres (dont dépôts et cautionnement)	29	117
TOTAL	88	176

Les titres de participation (59 K€) ne sont pas consolidés et concernent :

- la société SPECTRAP, détenue à 33 %, en Russie.
La non consolidation provient des difficultés de la société à diffuser au groupe des informations fiables dans un délai raisonnable. La valorisation de cette participation (31 K€) n'a pas été réajustée car elle est non significative pour le groupe.
- la société DMS GMBH (28 K€), détenue à 100 %, en Allemagne. Cette société créée en 2011 n'a toujours pas d'activité économique.

Participations dans les entreprises associées :

Néant, aucune participation n'est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

NOTE 7 Stocks

Les méthodes d'évaluation des stocks sont décrites dans la note de l'annexe relative aux principes comptables et se décomposent comme suit :

Valeurs brutes (K€)	30/06/2012			31/12/2011			variation N/N-1 net
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	
Matières premières, approvisionnement	8 308	811	7 497	6 527	1 289	5 238	2 259
En cours de production	718		718	822	0	822	-104
Produits finis	858	10	848	131	17	114	734
Marchandises	68	53	15	432	140	292	-277
TOTAL	9 952	874	9 078	7 912	1 446	6 466	2 612

L'évaluation des dépréciations sur stocks a été effectuée à partir du risque commercial pesant sur les stocks compte tenu des caractéristiques techniques (risque d'obsolescence), de la gamme de produit et de la politique commerciale développée par le Groupe.

NOTE 8 Créances clients

Le poste client se décompose comme suit :

K€	30/06/2012	31/12/2011	variation
Créances clients	5 467	7 742	-2 286
Clients douteux	1 733	1 742	-9
Factures à établir	2	2	0
Provisions pour dépréciation	-1 530	-1 537	7
TOTAL	5 671	7 949	-2 288

Le montant des créances échues et non provisionnées s'élève à 2 165 K€ au 30 juin 2012.

NOTE 9 Autres actifs courants

Ils se décomposent comme suit :

K€	30/06/2012	31/12/2011	variation
Fournisseurs débiteurs et acomptes	30	67	- 37
Personnel	8	5	3
Impôt sur les bénéfices	433	262	171
Impôts et taxes	1 227	1 153	74
Autres créances	261	23	238
Charges constatées d'avance	344	219	125
TOTAL	2 303	1 728	575

Le poste créances d'impôt sur les sociétés correspondent aux crédits d'impôt recherche calculés sur les sociétés DMS et APELEM.

NOTE 10 Trésorerie

K€	30/06/2012	31/12/2011	variation
Valeurs mobilières de placement		30	-30
Comptes à terme	2 000		2 000
Disponibilités	3 323	1 780	1 543
TOTAL	5 323	1 810	3 513

NOTE 11 Variation des dotations aux provisions

Bilan

K€	31/12/2011	Augment ^o	Diminution	30/06/2012
Provision pour litiges	92		6	86
Provision pour risque couverture de change				
Provision pour restructuration				
<i>Sous total provisions court terme</i>	92	0	6	86
Indemnités de retraite (long terme)	4	2		6
<i>Sous total provisions long terme</i>	4	2		6
TOTAL	96	2	6	92

Dotations aux provisions (compte de résultat)

K€	30/06/2012
Augmentation des provisions	2
Diminution des provisions	-6
Variation des dépréciations de stocks	-572
Variation des dépréciations de créances clients	-7
TOTAL	-582

NOTE 12 Passifs financiers

Avances conditionnées :

Les avances conditionnées d'un montant global de 426 K€, sont constituées d'avances sans intérêts consenties par :

- La COFACE dans le cadre d'une assurance prospection commerciale (291 K€)
- OSEO à hauteur de 135 K€ dans le cadre d'un programme d'aide à l'innovation

Ventilation des dettes financières

<i>Dettes financières à long terme (>1 an) (K€)</i>	30/06/2012	31/12/2011	variation
Avances conditionnées (part >1 an) (a)	135	78	57
Emprunts (part >1 an)	50	64	-14
Emprunts (part >5 ans)			0
TOTAL	185	142	43

<i>Dettes financières à moins d'un an (K€)</i>	30/06/2012	31/12/2011	variation
Avances conditionnées (a)	291	213	78
Emprunt (part <1 an)	27	26	1
<i>Sous total</i>	318	239	79
Banques créditrices			
Mobilisations de créances	2 127	2 173	-46
<i>Sous total</i>	2 127	2 173	-46
TOTAL	2 445	2 412	33

<i>Total des dettes financières (K€)</i>	30/06/2012	31/12/2011	variation
Avances conditionnées (a)	426	291	135
Emprunts bancaires	77	90	-13
Banques créditrices	0	0	0
Mobilisations de créances	2 127	2 173	-46
TOTAL	2 630	2 554	76

- (a) L'encours d'avances liée à la dette financière non bancaire du groupe, relative au contrat d'assurance prospection COFACE s'élève à 291 K€ pour le groupe au 30 juin 2012. Les montants des remboursements annuels sont calculés en fonction du chiffre d'affaires annuel réalisé dans les pays faisant l'objet de ce contrat. La part de remboursement à moins d'un an se fonde sur des hypothèses de chiffre d'affaires estimées comme probables.

NOTE 13 Autres dettes

Le poste est ventilé ainsi :

K€	30/06/2012	31/12/2011	variation
<i>Fournisseurs</i>	7 378	7 767	-389
Avances reçues	42	101	-59
Personnel	284	414	-130
Organismes sociaux	550	470	80
Etats, TVA	260	335	-75
Autres dettes fiscales et sociales	379	333	46
Autres dettes	108	96	12
Produits constatés d'avance			
<i>Autres dettes</i>	1 623	1 750	-127
TOTAL	9 001	9 517	-516

NOTE 14 Engagements de retraite

Les engagements de retraite provisionnés au bilan sont relatifs à la part de l'engagement non couverte par le contrat d'assurance souscrit (cf. Note sur les principes comptables).

Provision au 31/12/2011	4 K€
Provision au 30/06/2012	6 K€
Variation	2 K€

DMS utilise comme taux d'actualisation le taux IBOXX, soit 3.63 % au 30/06/2012.

NOTE 15 Autres engagements hors bilan

Le poste est ventilé ainsi :

K€	30/06/2012	31/12/2011	variation
Privilège Trésor	0	0	0
Cautions et garanties	6 410	6 410	0
Nantissements	0	0	0
Retour à meilleure fortune	710	710	0
TOTAL	7 120	7 120	0

Les « cautions et garanties » (6 410 K€) correspondent à des cautions données par DMS aux établissements bancaires en appui de tous avais, cautionnements, garanties et engagements souscrits par la filiale Apelem.

Les engagements donnés sur retour à meilleure fortune (710 K€) concernent l'abandon de créance Anvar du 23 décembre 2003 avec clause de retour limitée à 9 ans.

Litiges :

Le groupe a saisi le conseil d'état de deux pourvois pour les sociétés Medilink et DMS contre les arrêts de la cour administrative d'appel de Marseille du 21 février 2012 ayant rejeté les demandes de ces sociétés sollicitant la décharge de cotisations supplémentaires d'impôt sur les sociétés auxquelles elles ont été assujetties au titre de l'année 1999. (Les montants résultant des condamnations en appel soit 598 K€ en principal et 223 K€ de majorations et intérêts de retard, sont déjà comptabilisés à hauteur de 3 K€ en charges de l'exercice 2001, de 200K€ en charges de l'exercice 2008, et de 618 K€ en charges de l'exercice 2011, ces montants sont déjà réglés par décaissement et par compensation avec différents crédits d'impôts)

Comme indiqué dans le document de référence de l'exercice 2011, la société DMS a fait l'objet d'une vérification de sa comptabilité par l'administration fiscale. Cette vérification porte sur les exercices 2008, 2009 et 2010 ainsi que sur le premier semestre 2011 (pour la TVA uniquement). Les propositions de rectification ont été partiellement contestées. En date du 27 juin 2012, l'administration, après analyse des contestations, a adressé à DMS une réponse aux observations du contribuable qui maintient partiellement les redressements proposés. En conséquence la société s'est engagée post clôture dans une procédure de saisine de la commission départementale des impôts directs. Les impacts potentiels non comptabilisés de ce litige portent essentiellement sur une réduction des déficits reportables de la société qui ne sont pas activés dans les comptes consolidés. Par ailleurs, les impacts du redressement non contesté au titre d'une retenue à la source relative à la vérification de comptabilité pour l'exercice 2008 ont été comptabilisés dans les comptes 2011 (charge de 16 K€).

NOTE 16 Produits des activités ordinaires

Le poste est ventilé ainsi :

Produits des activités ordinaires (K€)	30/06/2012	30/06/2011	variation N/N-1
Vente de marchandises	292		292
Biens et services vendus	11 814	8 218	3 596
TOTAL	12 106	8 218	3 888

NOTE 17 Autres produits opérationnels

Le poste est ventilé ainsi :

Autres produits (K€)	30/06/2012	30/06/2011	variation N/N-1
Subvention d'exploitation		6	-6
Production immobilisée	314	164	150
Crédits d'impôts	192	144	48
Autres	172	371	-199
TOTAL	678	685	-7

Le poste « Autres produits opérationnels » inclut notamment 192 K€ de crédit d'impôt recherche 2012.

NOTE 18 Frais de personnel

Le poste est ventilé ainsi :

Frais de personnel (K€)	30/06/2012	30/06/2011	variation N/N-1
Salaires	1488	1483	5
Charges sociales	629	630	-1
Charges liées aux paiements en actions	158		158
TOTAL	2 275	2 113	162

L'effectif moyen s'établit à 85 salariés contre 80 au 30/06/2011.

La charge de 158 K€ relative aux paiements en actions comprend l'intégralité de la contribution patronale (122 K€) relative au plan d'attribution d'actions gratuites décidé par le conseil d'administration du 31 mai 2012 (Cf. Note 23 pour plus de détail de ce plan)

NOTE 19 Autres charges opérationnelles

Le poste « Autres charges opérationnelles » inclut conformément à la recommandation CNC 2009-R.03 :

- Les rubriques autres produits et charges opérationnels ne sont alimentées que dans la mesure où un événement majeur intervenu pendant la période est de nature à fausser la lecture de la performance de l'entreprise. Ainsi ceux-ci sont en nombre très limités et de montants particulièrement significatifs ;
- Ces éléments doivent être précisément décrits (en montant et nature) dans une note annexe conformément à IAS 1.975 et présentés séparément lorsqu'ils sont matériels (IAS 1.85).

Le poste est ventilé ainsi :

Autres charges opérationnelles (K€)	30/06/2012	30/06/2011	variation N/N-1
Autres charges	39	76	-37
Impôts et taxes	139	119	20
TOTAL	178	195	-17

NOTE 20 Résultat financier

Le poste est ventilé ainsi :

Résultat financier K€	30/06/2012	30/06/2011	variation N/N-1
Produits des placements	7	9	-2
Gains de change	8	13	-5
Autre			0
Produits financiers	15	22	-7
Intérêts des emprunts et financements court terme	30	64	-34
Pertes de change	14	2	12
Dépréciations			0
Autres			0
Charges financières	44	66	-22
RESULTAT FINANCIER	-29	-44	15

NOTE 21 Impôts

Impôts différés :

Un périmètre d'intégration fiscale est constitué par les sociétés DMS, APELEM et MEDILINK.

Du fait des pertes enregistrées sur les derniers exercices les impôts différés relatifs aux reports déficitaires ne sont pas comptabilisés car leur recouvrabilité n'est pas considérée à la date de clôture comme suffisamment probable.

Au 30 juin 2012 le groupe DMS détient 8 845 K€ d'impôts différés actifs liés à des déficits reportables non inscrits au bilan du groupe :

Déficits reportables - K€	Base	IS 33,33%
Périmètre d'intégration fiscale (DMS, APELEM, MEDILINK)	26 537	8 845
TOTAL	26 537	8 845

Preuve d'impôt :

La preuve d'impôt consiste à rapprocher la charge ou le produit d'impôt comptabilisé au compte de résultat et la charge d'impôt théorique.

Le taux d'impôt sur les sociétés au titre au 1^{er} semestre 2012 est de 33,33%, la base de détermination des impôts différés actifs est le résultat fiscal des sociétés françaises.

En K€	30/06/2012		31/12/2011	
	Base	Impôt	Base	Impôt
Résultat comptable avant impôt	-578		-2 342	
Charge ou produit théorique d'impôt		193		781
Dépréciation écart d'acquisition				-618
IFA comptabilisés en perte et régularisation d'IS				-253
Autres différences permanentes	141	47	-759	-527
Impôts différés actifs non pris en compte	-720	-240	-1 582	
Divers				
TOTAL		0		-618
Charge (-) ou Produit (+) d'impôt comptabilisé		0		-618

NOTE 22 Information sectorielle

L'information sectorielle du Groupe, depuis l'application d'IFRS 8 au 1er janvier 2009, est présentée selon les données de gestion fournies en interne à la Direction pour le pilotage des activités, la prise de décision et l'analyse de la performance des activités.

Au niveau du groupe DMS, le découpage des activités a été réalisé en fonction des deux activités principales du groupe. La ventilation est la suivante :

Activité
Ostéodensitométrie
Radiologie

Information sectorielle:

	Radiologie	Osteodensitométrie	Total 30/06/2012
Chiffre d'affaires total	10 259	3 037	13 296
Elimination du CA inter activités	-67	-1 122	-1 190
CA sur clients externes	10 192	1 915	12 106
Résultat opérationnel	-356	-89	-445
Retraitements de consolidation		-104	-104
Résultat opérationnel consolidé	-356	-193	-549
Résultat financier consolidé	-33	4	-29
Charge d'impôt consolidée			
Résultat net consolidé	-389	-189	-578

Information relative aux produits des activités ordinaires ventilé par zone géographique

	30/06/2012	30/06/2011
Afrique	4 986	1 193
Amérique du Nord et du Sud	128	1 630
Asie	861	825
Europe	5 587	3 975
Moyen Orient	544	595
Océanie	-	-
TOTAL	12 106	8 218

NOTE 23 Gestion des capitaux propres et Capital social

Gestion des capitaux propres

Dans le cadre de la gestion de ses capitaux propres, le Groupe DMS a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation et d'assurer un retour sur investissement à ses actionnaires. Le groupe DMS gère la structure de ses capitaux propres et procède à des ajustements au regard de l'évolution des conditions économiques et des nécessités d'investissements du groupe.

Evolution du capital

Le Conseil d'Administration du 3 janvier 2012 a constaté l'émission :

- de 375 actions nouvelles par exercice de 375 BSA C
- de 100 actions nouvelles par exercice de 100 BSA D

Le Conseil d'Administration du 4 avril 2012 a constaté l'émission :

- de 52 913 actions nouvelles par exercice de 52 913 BSA C
- de 2 500 actions nouvelles par exercice de 2 500 BSA D

Le Conseil d'Administration du 31 mai 2012 a constaté l'émission :

- de 156 088 actions nouvelles par exercice de 156 088 BSA C
- de 2 500 actions nouvelles par exercice de 2 500 BSA D

La constatation de l'exercice de ces bons impacte le capital de + 35K€ et les primes d'émission de + 30 K€.

Comme indiqué en 1.1 Evénements importants du semestre, DMS a procédé à une réduction de son capital par imputation sur le report à nouveau et à une augmentation de capital par émission d'actions. Pour plus d'informations se reporter à cette partie.

Récapitulatif des BSA C et D :

	BSA C	BSA D
Date d'échéance des bons	30/04/12	30/04/13
Prix d'exercice des bons pour acquérir 1 action DMS	0,30 €	0,34 €
Nombre de bons nécessaires à l'achat d'une action	1,00	1,00
Nombre de bons attribués à l'origine	13 891 911	13 891 911
Nombre de bons exercés en 2010	95 654	11 155
Nombre de bons radiés au 31/12/2010		
Nombre de bons restant à exercer au 31/12/2010	13 796 257	13 880 756
Nombre de bons exercés en 2011	96 678	17 858
Nombre de bons radiés au 31/12/2011		
Nombre de bons restant à exercer au 31/12/2011	13 699 579	13 862 898
Nombre de bons exercés au 1er semestre 2012	209 001	7 549
Nombre de bons devenus caducs au 30 avril 2012	13 490 578	
Nombre de bons radiés au 30/06/2012	-	
Nombre de bons restant à exercer au 30/06/2012	-	13 855 349

Suite à l'augmentation de capital de mai 2012, le conseil d'administration du 31 mai 2012 a modifié la parité des BSA D comme suit : la parité d'exercice des BSA D est portée de 1 action DMS à 1,02 action DMS pour 1 BSA D.

Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 18 juillet 2012, les porteurs de BSA D ont adopté les résolutions suivantes :

- la réduction du prix d'exercice des BSA D de 0.50 euros à 0.34 euros jusqu'à leur échéance le 30 avril 2013
- La modification de la parité d'exercice : chaque BSA D permettra de souscrire à une action nouvelle au prix d'exercice de 0.34 euros

Actions gratuites

Comme indiqué en 1.1 Evénements importants du semestre, le Groupe a mis en place un plan d'intéressement de certains salariés et mandataires sociaux au capital prévoyant l'attribution d'actions gratuites. Plus d'informations sont présentées en 1.1 du présent rapport financier.

La valeur du plan d'attribution a été déterminée de la manière suivante au 30/06/2012 :

	Plan du 31/05/2012	TOTAL
Nombre d'actions gratuites totales attribuées à l'origine (A)	4 584 063	4 584 063
Date du conseil décidant l'attribution	31/05/2012	
Fin de période d'acquisition	31/05/2014	
Fin de période d'incessibilité	31/05/2016	
Cours de l'action à la date d'attribution (B)	0,19 €	
Valeur du plan au 30/06/2012 (A)*(B)	870 971,97 €	870 971,97 €

Cette valeur déterminée au 30 juin 2012 sera passée en charges de personnel de manière lissée sur la durée de la période d'acquisition. L'impact sur les comptes au 30 juin 2012 est de 36 K€ en charges de personnel avec pour contrepartie les réserves consolidées.

Autres éléments :

L'affectation du résultat de l'exercice 2011 (perte de 506 K€) de la société DMS n'a été approuvée que lors de l'assemblée générale du 18 juillet 2012. La perte a été alors affectée au poste report à nouveau. Cette perte figure dans le bilan consolidé au sein du poste autres réserves au 30 juin 2012.

Actions d'auto-contrôle

Le nombre d'actions propres détenues par DMS au 30 juin 2011 s'établit à 122 958.

NOTE 24 Plans d'options de souscription d'actions

L'ensemble des options ont été radiées courant 2009.

NOTE 25 Résultat par action

	30/06/2012
<u>Numérateur (en K€)</u>	
Résultat net part du Groupe	-578
<u>Dénominateur (en K€)</u>	
Nombre moyen d'actions en circulation (a)	47 370 671
Nombre moyen d'actions après dilution (a)	50 443 907
<u>Résultat par actions (en euros)</u>	
Résultat net part du Groupe par action	- 0,01
Résultat net part du Groupe par action dilué	- 0,01

(a) Détail nombre d'action avant et après dilution :

	Nombres d'actions	Coeff pondération temps	Nombre d'actions moyen
Nb actions à l'ouverture de l'exercice	41 897 805	100%	41 897 805
Emission du 03/01/2012	475	98%	464
Emission du 04/04/2012	55 413	47%	26 167
Emission du 31/05/2012	32 677 407	17%	5 446 235
Nombre d'actions moyen avant dilution			47 370 671
Actions dilutives			
Actions gratuites du 31/05/2012	4 584 063	17%	764 011
BSA D du 31/05/2012	13 855 349	17%	2 309 225
Nombre d'actions moyen après dilution			50 443 907

NOTE 26 Autres informations

Dépenses de Recherches et développement :

Sur le 1^{er} semestre 2012, le Groupe DMS a investi environ 3,39 % de son chiffre d'affaires dans la R & D, soit environ 0,41 M€, contre 3,27% en 2011, ventilés de la façon suivante :

K€	30/06/2012	31/12/2011
Masse salariale imputée à la R&D	410	695
Achats, fournitures, matériels et documentations	-	-
Déplacements, participations à des conférences scientifiques	-	-
Frais de projets	-	-
Etudes et recherches extérieures	-	-
Redevances sur brevets et licences	-	-
Autres charges	-	-
TOTAL	410	695

Transactions concernant les entreprises liées

Les transactions entre DMS et ses filiales, qui sont des parties liées au Groupe, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas détaillées dans la présente note.

Intérêts des dirigeants dans le plan d'actions gratuites

Comme indiqué en Note 23 le Groupe a mis en place un plan d'actions gratuites par décision de son Conseil d'Administration du 31 mai 2012.

Les dirigeants membres des organes sociaux de direction se sont vus attribuer par ce plan :

- Pour Monsieur Jean-Paul ANSEL, Président-Directeur Général : 2 351 565 actions ;
- Pour Monsieur Samuel SANCERNI, Administrateur et Directeur Général Délégué : 1 860 415 actions.

Rémunération des membres de la Direction

Composition des membres de la direction :

Monsieur Jean-Paul ANSEL, Président-Directeur Général et Samuel SANCERNI, Administrateur et Directeur Général Délégué.

Le montant des rémunérations allouées aux organes de direction s'établit à 90 K€ (hors charges sociales, engagements de retraite et avantages en nature).

La direction estime que seules les personnes ci-dessus mentionnées répondent à la notion de dirigeants telle que prévue par la norme IAS 24. Par ailleurs il est précisé que Samuel Sancerni, salarié au titre de Directeur Export ne perçoit pas de rémunération au titre de ses fonctions de membre de la Direction comme Directeur Général Délégué.

K€	30/06/2012	30/06/2011
Salaires Bruts et autres avantages à court terme	90	50
Avantages en nature	-	-
Indemnités de départ	-	-
Avantages postérieures à l'emploi	-	-
Avantages sur capitaux propres	-	-
Total	90	50

3 DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2012

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Mauguio, le 21 septembre 2012

Jean-Paul Ansel
Président Directeur général

4 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2012

DELOITTE & ASSOCIES

Les Docks - Atrium 10.4
10 place de la Joliette
13002 Marseille

CONSULTANTS AUDITEURS ASSOCIES

Montpellier Millénaire
90 rue Didier Daurat
34170 Castelnau-le-Lez

DIAGNOSTIC MEDICAL SYSTEMS

Société Anonyme
393 rue Charles Lindbergh
34 130 Manguio

• *Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2012*

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Diagnostic Medical Systems, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Marseille et Montpellier, le 24 septembre 2012

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

CONSULTANTS AUDITEURS ASSOCIES

Dominique Descours

Christophe Perrau

Luc Peron